

Consultation publique CRE
Principes relatifs à l'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité raccordées aux réseaux de transport de gaz naturel

Contribution de l'Union Française de l'Électricité

Q1 : Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?

L'union Française de l'Électricité (UFE) considère qu'il est nécessaire de mener une étude précise et claire de la modulation intra-journalière que le système gazier français est capable d'offrir dans son ensemble (transport + stockages + terminaux méthaniers), à quels horizons de temps et à quels coûts et de définir si des investissements sont nécessaires pour permettre aux projets de CCG de fonctionner. L' UFE souhaite donc que le GRTgaz complète son analyse, notamment en :

- prenant en compte des hypothèses réalistes sur le développement du parc de CCG,
- prenant en compte des hypothèses réalistes sur le fonctionnement des CCG,
- adoptant une approche pragmatique (analyse site par site).

Concernant les hypothèses de fonctionnement des CCG, l'analyse sur DK6 a montré que :

- en 2007 et 2009, 90% des démarrages avaient été effectués pour plus de 12 heures de fonctionnement (80% pour plus de 16 heures de fonctionnement) ;
- les changements de mode de fonctionnement en intra-J sont liés à la participation au mécanisme d'ajustement et, dans 90% des cas, ont entraîné une modification des besoins de gaz inférieure à 8% de la capacité journalière de livraison du site avec au total seulement 2 démarrages.

Les membres de l'UFE rappellent qu'ils restent disposés à fournir au GRTgaz tous les éléments nécessaires à la correcte compréhension du fonctionnement des CCG, en vue d'aboutir à une analyse technique fiable et réaliste.

Q2 : Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?

L'UFE souhaite maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel, conformément aux préconisations de l'ERGEG, et ce, quel que soit le type de consommateurs.

L'UFE suggère d'attendre les résultats complets de l'étude du GRTgaz avant d'envisager une modification du système en place. Les évolutions possibles devront ensuite faire l'objet d'études coûts (adaptation SI, etc.) / bénéfices (identification de la valeur économique de la modulation), afin de garantir la pertinence des solutions choisies.

Q3 : Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?

L'UFE consent à ce que les producteurs aient l'obligation de fournir un programme horaire **indicatif** de consommation, la veille pour le lendemain.

Q4 : Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?

L'UFE considère que cette question est prématurée. A ce jour, les éléments fournis par GRT Gaz sont insuffisants pour justifier les changements proposés des règles d'équilibrage. Il convient tout d'abord de compléter l'analyse, tel que précisé à la réponse à la question 1.

De plus, l'UFE considère que la coexistence deux systèmes serait complexe vu le faible nombre de clients qui seraient concernés par l'équilibrage horaire : ceci engendrerait le besoin d'adapter la chaîne complète (stockage, acheminement).

Q5 : Quelle est votre analyse du modèle « fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?

L'UFE considère que cette question est prématurée. A ce jour, les éléments fournis par GRT Gaz sont insuffisants pour justifier les changements proposés. Il convient tout d'abord de compléter l'analyse, tel que précisé à la réponse à la question 1, et d'identifier les éventuelles contraintes sur le réseau et les moyens les plus appropriés pour les gérer (accès à une infrastructure en particulier).

Q6 : Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?

L'UFE est favorable à l'existence de différences de traitement en fonction de l'emplacement géographique des centrales électriques, ou en fonction de l'avancement des projets, à la condition qu'elles soient non discriminatoires et que l'existence de contraintes et de coûts associés soit techniquement démontrée par les résultats de l'étude évoquée en Q1

L'UFE exprime également sa volonté de ne pas remettre en cause les dispositions existantes (contrat de raccordement et règles d'Accès des Tiers au Réseau) pour les centrales en fonctionnement et les projets pour lesquels un contrat de raccordement a d'ores et déjà été signé. Une remise en cause de ces dispositions menacerait directement l'équilibre économique de ces projets.

Q7 : Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez-vous qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?

L'UFE considère que cette question est prématurée. A ce jour, les éléments fournis par GRT Gaz sont insuffisants pour justifier les changements proposés. Il convient tout d'abord de compléter l'analyse, tel que précisé à la réponse à la question 1.

Q8 : Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?

L'UFE considère que le calendrier proposé est ambitieux et recommande de prévoir un délai supplémentaire de convergence vers les solutions, suite à la réalisation de l'étude complémentaire citée à la question 1. Ainsi, l'UFE souhaite que les travaux du groupe de concertation sur des propositions de règles d'acheminement et d'équilibrage aboutissent fin 2009.

Q9 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

L'UFE considère que le développement des CCG traduit bien la complémentarité des deux énergies, gaz et électricité, et souhaite vivement que l'analyse concernant l'acheminement du gaz pour les centrales de production d'électricité intègre cette complémentarité.

A la lecture du paragraphe 6.1 de la note de GRT Gaz, l'UFE souhaite rappeler que les CCG participent au bon fonctionnement du système électrique français en offrant des moyens de production adaptés aux besoins d'optimisation du système électrique. La notion d'arbitrage évoquée par GRT Gaz doit se comprendre en référence au mix énergétique français et non de façon isolée.